Distri.
LIMITED

E/ECWA/NR/SEM.2/25
3 February 1980

Original: FRENCH

UNITED NATIONS

ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL

ECONOMIC COMMISSION FOR WESTERN ASIA

Seminar on the Arab Brain Drain
4-8 February 1980
Beirut, Lebanon

UN ECONOMIC COMMISSION
FOR WESTERN ASIA
21 MAY 1980
RECEIVED
LIBRARY

LES FACTEURS DU BRAIN-DRAIN EN ALGERIE

Par
Mme Oufriha Fatima-Zohra
Docteur d'Etat EsSiences Economiques
Licenciée en Sociologie
Université d'Alger

Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Asie Occidentale

ESCWA Documents converted to CDs.

CD # 5

Directory Name: 80-3024

CD5\NR\SEM2_25.E

Done by: ProgressSoft Corp., P.O.Box: 802 Amman 11941, Jordan

LES FACTEURS DU BRAIN-DRAIN EN ALGERIE

Mme OUFRIHA Fatima-Zohra
Docteur d'état èsSciences économiques
Licenciée en sociologie.

Si le brain-drain est un phénomène déjà ancien pour un certain nombre de pays sous-développés, c'est un problème plus récent pour l'Algérie, quoique aussi lourd de conséquences.

Multiforme dans ses aspects, multidimensionnel dans ses manifestations, il n'en garde pas moins toujours une certaine unité quant à son contenu puisqu'il concerne l'attraction et la rétention exercée par les pays développés, sur la matière grise et de façon plus large sur les cadres économiques et scientifiques des pays sous-développés.

Alors que ces derniers sont obligés souvent de faire appel à une "coopération" qui dans le cas de l'Algérie est fort importante: prés de 28% des cadres et techniciens supérieurs de l'industrie en 1976 contre 43% en 1969; ces pourcentages pouvant aller pour certaines branches particulières jusqu'à 50% en 1976 (entre 43% et 56%) et donc de procéder à une importation coûteuse de cadres étrangers (la rémunération moyenne d'un cadre étranger est de 2 à 3 fois plus importante en moyenne que celle d'un algérien et peut atteindre jusqu'à 10,12 fois plus. Elle est en moyenne dans la sidérurgie 7 fois plus élevée que celle d'un algérien (1).) ils sont le siège d'une exportation plus ou moins avouée de leurs propres cadres non seulement à des conditions nettement plus défavorables puisque leurs ressortissants ne sont pas expressément sollicités mais aussi et surtout par suite des caractères respectifs de ces deux types de migrations externes ils sont soumis à un prélèvement de valeur et à une saignée de leurs forces vives lourds de conséquences pour leur développement économique et social.

Cette incapacité de l'économie sous-développée en général et de l'économie algérienne en particulier, de conserver une partie de sa substance, se place donc sous le signe de "l'échange inégal" puisqu'il y a transfert de valeur sans contrepartie.

Cet "échange inégal" s'explique aussi bien par des facteurs d'attraction que des facteurs de répulsion qui s'exercent de façon plus ou moins intense selon les catégories de spécialités et dont l'effet conjugué explique l'ampleur plus ou moins forte du brain-drain.

Bien que ne disposant pas d'informations chiffrées suffisamment fiables à ce sujet, nous allons tenter de procéder à une analyse des causes et des conséquences d'un tel phénomène sur l'économie et la société qui en est affecté.

(1) N.SAFIR: "Industrialisation et emploi en Algérie: le cas de la sidérurgie. Thèse de doctorat 3ème cycle Alger 1979

I- Les causes du brain-drain en Algérie

Le brain-drain peut s'expliquer par plusieurs causes que l'on peut classer en deux rubriques distinctes: les facteurs d'attraction et les facteurs de répulsion des cadres algériens.

A- Les facteurs d'attraction

Ils émanent des pays développés en général, plus spécialement de la France, mais aussi de façon plus sélective concernant plus particulièrement certains secteurs d'activité des U.S.A pour l'Algérie.

Il y a une certaine dominance des pôles d'attraction qui peut s'analyser d'abord à travers l'aspect culturel. L'attraction pays développés pays sous-développés que l'on peut schématiser en une attraction Nord-Sud, s'effectue de manière polarisée dans la mesure où c'est en général en faveur de l'ancien pays colonisateur qu'elle s'effectue: l'Algérie n'y échappe pas, bien au contraire, par suite de la durée, de l'intensité de l'occupation coloniale, la force du "modèle" français y est très forte.

La généralisation de l'enseignement dans la langue de l'économie et de la culture dominante, si elle est dans un premier stade facteur de déculturation, peut dans un second stade, s'il est trop fortement intériorisé, aboutir à un phénomène de marginalisation d'une fraction de l'intelligentsia qui se trouve à son insu installée dans une culture plus ouverte, plus progressive, à laquelle elle adhère, d'abord comme effort de libération personnelle.

Pour peu que l'enracinement dans la culture originelle soit faible ou que cette dernière se révèle être rétive à l'ouverture, non pas en soi, mais à travers les cadres sociaux qui la portent, alors se produit la rupture. Au lieu d'être ferment de progrès, facteur de modernisation cette fraction d'intelligentsia se retrouve prisonnière dans une langue et une culture qui ne lui sont pas propres: aliénée littéralement. Le manque de réflexion et de recul historique est à la base d'une telle situation, c'est par défaut d'imagination, de créativité intellectuelle que nous aboutissons à une telle situation. Dans l'aspect culturel, bien que débordant largement ce cadre, on doit inclure aussi l'attraction exercée par les femmes européennes (et plus spécialement françaises) sur notre intelligentsia. Elles contribuent le plus souvent à l'enracinement du jeune algérien dans un milieu social qui n'est pas le sien.

L'attraction exercée a aussi et surtout un fondement économique dans la mesure où elle affecte essentiellement les cadres économiques et scientifiques. Ce sont les personnes les mieux formées, les plus qualifiées pour la gestion de l'appareil de production ainsi que celui d'éducation-formation qui sont touchés par cette attraction.

Les causes de cette attraction sont multiples.

Il y a tout d'abord les modalités de la rémunération: le niveau tant nominal que réel des salaires y est nettement plus élevé, avec en plus la disponibilité de tous les biens de consommation auxquels on s'est habitué durant cette période de formation, non disponibles en Algérie, mais surtout disponibles ponctuellement pour une partie d'entre eux avec tous les problèmes liés au fonctionnement des réseaux de distribution.

Il y a ensuite et surtout des conditions de travail meilleures surtout du point de vue organisationnel. C'est un point sur lequel il faut insister particulièrement. Les firmes surtout les plus grandes, mieux organisées gérées ayant une vision nette de leurs besoins en catégories spécifiques de personnel hautement qualifié sont de fait plus à même de l'attirer et de le retenir c'est à dire de lui faire sa place. L'insertion dans une entreprise de pays développé pose moins de problèmes, que dans le pays d'origine, témoin à ce niveau les taux de Turn over très élevés en

particulier des cadres qui sont en moyenne de 25 à 30% (I) de ce type de personnel,alors que dans les pays développés ce sont les catégories basses de personnel qui sont les moins stables.

En effet dans la mesure où "l'ancienneté" du personnel n'est pas élevée en Algérie il se pose le problème aigü de sa stabilité ,en particulier dans la perspective d'un processus d'accumulation du savoir et les départs posent un problème dans la mesure où"leur niveau est anormalement élevé pour entreprise dont l'expansion se poursuit et qui,de ce fait,n'a aucune raison de se séparer de son personnel" (2).

A- Les facteurs de répulsion

Ils constituent la face opposée du problème et peuvent s'analyser dans le contexte algérien à trois niveaux différents: les facteurs découlant de l'appartenance au Tiers-Monde,ceux provenant du substrat "monde arabe" et ceux plus spécifiques à l'Algérie.

Tout d'abord on peut dire qu'un certain nombre de facteurs sociaux et politiques (même quand ils ne peuvent être analysés à l'identique) se retrouvent constamment,et dans tous les pays du Tiers-Monde,à la source d'un tel phénomène.

L'appartenance au monde arabe est à la base d'un facteur supplémentaire de "répulsion" lié aux modalités du mariage,du statut du couple et de façon plus générale des relations entre les deux sexes:il pose avec acuité le problème du statut de la femme dans le monde arabe.

Enfin de façon plus particulière l'effort du développement,avec sa forte composante d'industrialisation, dans un contexte technologique international déterminé,avec ses implications de formation à l'étranger,est un facteur plus spécifique à l'Algérie.

I-L'appartenance au Tiers-Monde:les facteurs sociaux et politiques

Si du côté de cette fraction de l'intelligentsia migrante il y a souvent manqué,par désinsertion sociale et culturelle,il y a du côté de la société dont ils sont issus, un phénomène de rejet, par suite d'un blocage de civilisation:les deux mouvements d'attraction et de répulsion se conjuguent pour faire basculer les décisions de migration dans un sens déterminé.

Mais il est difficile et peu opératoire d'incriminer une société dans sa globalité,dans la mesure où des facteurs internes,en général antérieurs à la colonisation et des facteurs externes découlant de l'agression impérialiste sont à la base de ces facteurs de blocage; et si ceux qui sont censés savoir et comprendre,ceux qui sont censés réfléchir et être les facteurs socialement dynamisants se révèlent être incapables d'un tel effort.

(I)Le ratio de turn-over est de 22,5% pour la SNS en I978,alors qu'il était de 35,I7% en I977 -il y a donc baisse de ce chiffre mais comme conséquences du déséquilibre entre"entrées"et"sorties".IN Industrialisation et emploi... op citée page 45I.
Nous l'avons nous même calculé pour le pôle d'Arzew où il atteint pour de des unités comme la raffinerie 35% In L'impact du pôle d'Arzew
Il atteindrait des valeurs beaucoup élevées à l'échelle de toute la SONATRACH.

(2) Idem.

Cependant on ne peut en rester à ce niveau d'analyse? Il faut alors, admettre que de façon plus précise des régimes sociaux et politiques expli-quent de façon plus immédiate ces phénomènes de rejet.

Il y a quelques années, j'ai été frappée par une phrase rapportée par un vieil ami, le docteur Khaldi, lors d'un voyage qu'il fit en Chine en compagnie en particulier de Malek Bennabi, du grand Mao Tsé Toung lui même qui déclara à la délégation algérienne aux toutes premières années de l'in l'indépendance "il faut faire très attention à ne pas perdre votre matière grise, il ne faut pas laisser l'impérialisme s'en approprier". A l'époque, je croyais cette menace fort lointaine et en tout cas de peu de poids pour l'Algérie

Il y a incontestablement des facteurs sociaux et politiques qui entrent dans l'explication de ce phénomène de répulsion . Si le monolithisme politique peut être invoqué dans certains cas il n'est pas toujours et ex-clusivement le seul facteur à prendre en considération. Le manque de li-berté d'expression peut être aussi évoqué, mais de façon plus large il faut considérer le fonctionnement concret des instances politiques qui ten-dent à exclure ou du moins qui se révèlent être incapables à retenir cet-te fraction de la population(si elles ne cherchent pas délibérement à x' l'exclure...). Dans cet aspect on peut aussi bien incriminer le népotisme, le régionalisme excessif, voire la corruption dans certains cas.

Finalement on peut dire qu'il y a des régimassociaux et politiques plus ou moins aptes à faire leur place, à retenir l'intégralité de leur force de travail qualifiée, de leur matière grise...

2- L'appartenance au monde arabe: le statut de la femme

Le statut de la femme

Si le monde arabe dans sa totalité et dans ses parties constituantes fait partie des économies sous-développées et à ce titre souffre des mêmes causes de brain drain que les autres pays du Tiers Monde il faut y ajouter à notre sens un facteur qui lui est particulier et qui tient du statut de la femme.

La controverse la plus forte concerne en général le caractère "arrié-ré" ou "progressiste" de l'Islam c'est à dire son caractère ouvert ou fermé. Il me semble qu'il s'agit là d'un faux débat car si l'Islam dans ses textes de base et à l'époque de son apparition et propagation a été un grand ferment de progrés et de libération personnelle et en particulierr de la femme . Il a perdu depuis lors cet aspect novateur sans lequel sans lequel aucune société ne peut progresser ni culturellement ni économique-ment . Le problème actuel des pats arabes (et musulmans en général)est de savoir si le contenu réel de l'Islam vécu par la société, si les sté-riotypes culturels véhiculés par ses cadres sociaux sont ou non véritable-ment au diapason du 20ème siècle. Pour notre propos actuel nous nous li-miterons au seul statut de la femme. Alors que tout le Droit qui régit ces pays(administratifs, économique, constitutionnel, commercial...)est d'in-spiration "moderne" pour ne pas dire européenne, seul le problème du sta-tut personnel est socialisé de façon outrancière. Tout ce qui régit le ma-riage, la répudiation les successions etc... est directement issu de l'Is-lam c'est à dire de textes datant de I5 siècles et donc fortement marqués par le contexte social, économique et politique dans lequel ils ont vu le jour. S'il y avait à l'époque, cohérence certaine et donc adéquation du droit à la société, de la superstructure juridique à l'infrastructure éco-nomique et même avance-nous nous trouvons actuellement dans le cas inver-se c'est à dire retard de l'instance juridique par rapport à l'économique alors que les cadres sociaux et économiques qui sous-tendaient un tel xxx droit se sont disloqués, ce dernier reste figé par suite de sa socialisa-tion

Vous me direz quel lien avec le brain-drain? Tout simplement parceque les rapports entre les sexes sont faussés et en particulier que beaucoup de nos"intellectuels" et de nos cadres souffrent du clivage sexuel qui fausse sinon empêche tout rapport normal entre les deux sexes.L'impossibi-lité d'avoir des rapports normaux et l"obligation" qui en découle de se marier de façon traditionnelle en passant par la famille et en particulier en fournissant un douaire à la femme en constitue un facteur important.

Je suis d'accord avec eux;que l'on supprime ce douaire mais seulement et seulement si parallèlement on libère la femme arabe et donc l'homme arabe en lui accordant les mêmes droits en matière de statut personnel (succession,droit au mariage et au divorce à la femme)-qu'on lui assure sa sécurité affective et économique au sein du couple;qu'on ne subordonne pas une grande partie de son devenir dans le mariage et après le mariage à la procréation d'un enfant de sexe mâle. Et pour être complet qu'on lui donne concrètement et effectivement le droit au choix du conjoint.Alors et alors seulement le douaire n'aura plus sa raison d'être et surtout la femme sera un partenaire à part entière dans le couple,dans l'économie dans la cité. Il ne faut pas croire que ce sont là,futilités parceque problèmes tabous et choses inavouées. Elles m'ont été plusieurs fois corroborées par d'anciens étudiants qui ont été poursuivre leurs études èn Europe ou aux U.S.A.

Ilfaut craindre qu'avec le développement de l'enseignement féminin le mouvement en sens inverse,qui semble s'être amorcé,ne réussisse à rompre totalement le tabou du non mariage avec l'homme non musulman et ne prenne alors de l'ampleur. Les mariages mixtes sont donc autant que les problèmes politiques et économiques facteurs de brain-drain et participent à ce vaste mouvement d'attraction exercé par les pays développés. Il faut bien voir que si dans la phase ascendante du monde arabe l'homme arabe avait la capacité "d'attirer" la femme européenne au sein de sa société de ses valeurs culturelles etc... , c'est bien le phénomène inverse qui se produit actuellement-c'est la femme européenne qui capte et retient l'homme arabe-hors de son milieu économique et social. C'est parce que le monde arabe est économiquement,socialement,culturellement en position de dominé qu'il subit de façon assymétrique et irréversible l'effet de domination du monde développé-pas seulement en termes économiques mais en terme de civilisation. Cela pose la capacité de la civilisation arabo-musulmane à se renouveler par assimilation de valeurs,de comportements sociaux propres à en faire une civilisation ouverte,dynamique et non plus seulement en position de repli,de défense maladroite de ce qu'elle fut,non pas au temps de sa grandeur mais de sa décadence. Il y va de son avenir global mais aussi économique et social. Il y a défi et il faut le relever. C'est un pari sur l'avenir qu'il est fondamental et urgent de faire.

2-Les facteurs spécifiques à l'Algérie

Ils sont liés à l'effort d'industrialisation avec ses implications en de formation et viennent se greffer dans ce contexte d'instabilité pour provoquer la décision de migration externe. Si l'on peut incriminer la stagnation économique doublée d'efforts d'enseignement et de formation non couplés aux besoins réels de l'économie dans certains cas,la croissance économique ne met pas forcément à l'abri d'un tel risque si comme dans le cas de l'Algérie il est entrepris parallèlement des efforts intensifs d'enseignement et de formation qui nécessitent souvent le recours à l'étranger,par suite de la non disponibilité sur place des éléments matériels mais surtout humains nécessaires à cet"enseignement-formation"dehaut niveau

Il y a donc d'abord le problème de l'adéquation du système d'enseignement-formation aux besoins de l'appareil de production,adéquation quant au contenu mais aussi quant aux profils requis par rapport à ceux qui sont produits. C'est un problème important dont il faut prendre conscience nettement si on veut le résolver.Si les décisions individuelles de choix

d'un "métier" sont motivées par des considérations de prestige social, de rémunération, de possibilités de promotion il faut faire en sorte que ce soient les catégories les plus nécessaires au développement qui soient valorisées. On ne peut par exemple faire l'industrialisation si les catégories sociales "industrialistes" sont soit mal perçues par les interressés soit pas suffisamment attractives. Mais une fois les catégories requises disponibles; se pose alors un autre problème: celui de leur maintien à l'intérieur de l'espace économique national. En particulier pour les cadres de très haut niveau et dans le cas d'économies étatisées l'instabilité mais surtout le manque de clarté quant à leur avenir peut être un facteur important de brain-drain. Si par suite de changements dans les équipes dirrigeantes de l'économie il se produit des mises "hors circuit" prolongées qui ne sont pas justifiées, alors le risque devient grand.

Par comparaison les modalités de rémunération et les conditions de travail paraissent moins dominantes-car si elles jouent au niveau des éléments les plus motivées pour le départ, elles n'ont pas atteint au préalable ces éléments et il ne faut pas leur laisser le champ libre.

Mais de façon plus fondamentale il faut prendre en considération l'insertion de l'économie sous-développée dans le processus productif mondial. C'est parce qu'elle fait partie d'un tout structuré et hiérarchisé à l'échelle mondiale que l'économie sous-développée, qui en est à ses échelons les plus bas, se trouve particulièrement vulnérable. L'extraversion économique dans ses formes anciennes comme dans les formes nouvelles est donc finalement le facteur économique le plus agissant. Elle prend pour le problème du brain-drain l'aspect d'un recours excessif à la formation à l'étranger en liaison avec une importation massive de produits technologiques des pays développés. C'est ainsi par exemple que la formation, à l'étranger du seul fait d'une société nationale atteint pour la période 1967-1977, 32% de la formation réalisée en Algérie et 12,52% si on la rapporte au total de la formation réalisée.

Un autre facteur de brain-drain extrêmement important en Algérie concerne la nature du pouvoir au sein de l'entreprise. En effet au lendemain de l'indépendance on a assisté à des phénomènes massifs de mobilité verticale: il y a eu aspiration vers le haut du personnel existant dont une fraction ne possédait pas les compétences requises tant du point de vue technique que capacité de gestion et d'organisation. Mais très rapidement on a assisté à une cristallisation du pouvoir. Les éléments en place tendent à se maintenir par tous les moyens et de ce fait tendent consciemment ou inconsciemment à bloquer les possibilités de promotion et en particulier possibilités d'accés à des postes de responsabilité à des éléments plus jeunes mais mieux formés techniquement d'où à ce niveau des facteurs d'insatisfaction qui se traduisent par une mobilité exacerbée-mais une mobilité qui cette fois est de type horizontal (témoins les taux de turn-over Dans ce contexte la coopération technique étrangère joue le rôle d'un écran protecteur c'est à dire de maintien voire de renforcement des situations acquises. L'alibi utilisé par le personnel dirigeant en place est fourni par le "faible" niveau des cadres formés par l'appareil d'éducation-formation national. Ceci est manifestement faux si l'on en juge par la capacité de ces derniers à s'insérer (en général après la licence) d'abord au sein des meilleures universités, écoles ou instituts des pays développés ensuite éventuellement au sein des entreprises de ces derniers.

L'impossibilité pour ces cadres-mieux formés mais mis à l'écart-d'accéder à des postes de responsabilité ou tout le moins à des postes en liaison avec le niveau de leur formation est à la base d'un sentiment de frustration qui se traduit soit par des revendications plus nettes en matière de salaire soit dans les cas extrêmes par les désintérêt, les positions de repli vis à vis du travail et de l'entreprise et finalement pour un certain nombre d'entre eux l'émigration à l'étranger comme aboutissement final de ce processus.

Il faut noter que ces phénomènes de retrait vis à vis du travail et de l'entreprise ne sont pas l'apanage des hauts cadres (mais seuls ceux ci peuvent plus facilement du fait de leur formation se reconvertir sur l'étranger) mais sont observables à tous les niveaux- avec la seule différence que le personnel le moins qualifié ne peut traduire son insatis--faction que par des phénomènes de rejet ou de revendication salariale plus nette.

Enfin en matière de rémunération et de niveau de vie en résultant il faut signaler en Algérie un phénomène pervers qui a pris une large extension depuis l'indépendance. C'est le développement des "compléments" de salaire en nature pour une catégorie spécifique de cadres: ceux qui sont à des postes de direction et de façon plus large ceux qui de par leur position dans l'appareil de production (et surtout) dans l'appareil de distribution occu--pent une position "stratégique" vis à vis de la demande émanant des ménages.

Les cadres qui n'ont pas accés à ces "avantages" en nature ont vu de ce fait leur position relative en matière de rémunération se détériorer il y a donc à leur niveau un phénomène de déqualification au moins relative. Il faut tenir compte aussi du fait que les salaires nominaux n'ont pas progressé parallèlement au niveau général des prix et de façon plus précise pour cette catégorie de personnel il faut prendre en considération les biens qui entrent dans la composition de leur budget et dont une large fraction est celle préci--sément qui n'entrant pas dans le cadre de s marchés réglementés ne bénéficient pas du soutien des prix réservés aux seuls biens de "base" qui entrent largement dans la consom--mation des ménages aux plus faibles revenus.

Finalement ce qu'il faut retenir c'est que même au niveau économique nene sont pas des considérations purement formelles de niveau de salaires qui constituent un facteur ex--plicatif, mais ils entrent par le biais du processus économiques et sociaux plus complexes qui posent le problème de la plasticité de notre économie.

II- Les conséquences du brain-drain

C'est un [illegible] sous-[illegible]

Elles seront examinées plus rapidement car elles découlent des causes mêmes. Elles peuvent être analysées soit du point de vue économique, soit de façon plus large du point de vue de la société sous-développée qui en est atteinte.

I-Du point de vue économique

C'est un prélèvement pur de la force de travail la plus rare, celle dont a plus be--soin précisément l'économie qui se développe et qui comme en Algérie a entrepris un large processus d'industrialisation d'où sapement des forces productives et accentuation des tensions sur le marché de la force de travail qualifiée qui entre autre pèse sur le niveau des salaires. C'est un prélèvement qui ne comporte même pas en général l'apport en devises si souvent mis en avant dans le cas de l'émigration de la force de travail banale c'est à dire sans qualification professionnelle.

Il représente un coût d'autant plus important que le niveau de formation est plus élevé: en effet en plus des coûts liés à la production et à la reproduction de la force de de travail il s'y surajoute des coûts élevés d'éducation-formation qui le plus souvent ont été consentis en devises. (cas de la formation à l'étranger)

C'est ainsi par exemple que le seul coût annuel moyen de formation à l'étranger représente pour une Société Nationale 70.000 DA pour le niveau I et atteint I6I.690 DA pour le niveau III soit respectivement 2,4 fois plus et 3,7 fois plus que le coût annuel moyen de formation interne à l'entreprise . Le coût ne représentant que l'as--pect financier consenti au niveau de chaque individu (bourse) il faut y ajouter d'autres coûts plus difficiles à cerner et qui concernent les appareils "d'envoi" à l'étranger.

Ce coût est encore plus large lorsque le brain-drain affecte la fraction de la popu-lation non seulement la mieux formée la plus qualifiée, mais qui a pu acquérir par suite de son "ancienneté" une certaine maitrise professionnelle.

En effet on sait qu'autant que la formation elle même l'expérience concrète (surtout lorsqu'elle se greffe sur un haut niveau de formation) est un facteur de qualification im--portant mais surtout participe à ce vaste mouvement de savoir et savoir-faire collectif sans lequel toute tentative de dévéloppement risque d'être vouée à l'échec.

2-Du point de vue de l'

2- DU point de l'entière société

Symptôme d'un malaise global, le phénomène du brain-drain doit être considéré dans toutes ses dimensions et ses implications. Nous avons centré notre analyse sur les cadres économiques et scientifiques mais il faut bien voir que ce phénomène affecte d'autres ca--tégories sociales (médecins, hommes de lettres, artistes...) qui si,elles ne sont pas con--cernées directement par les problèmes de l'industrialisation et du développement, n'en ont pas moins un rôle important du point de vue de l'entière société de son développement intellectuel artistique et moral .

Si c'est manifestement un appauvrissement, il est non moins certain que c'est un 8 ap--pauvrissement que l'on ne peut évaluer uniquement en termes monétaires,dans son aspect marchand,mais bien au contraire dans tout son contenu réel.

UNESCWA LIBRARY
20005698